

*Le Président de la Région
Basse-Normandie*

Caen, le 28 JUIN 2012

FF/MLM

Monsieur Pierre CARDO
Président de l'ARAF
57 boulevard Demorieux
CS 81915
72019 LE MANS Cedex

Monsieur le Président,

Eu égard à l'importance de la problématique de la tarification de l'accès en gare, je vous remercie d'avoir engagé une consultation publique avant que l'Autorité de régulation des activités ferroviaires n'émette son avis.

La Région Basse-Normandie s'oppose au principe même de rémunération des capitaux gestionnaires d'infrastructure ferroviaire tel que décrit à l'article 13- du décret n°2012-70 du 20 janvier 2012 relatif aux gares de voyageurs et autres infrastructures de services du réseau ferroviaire. Nous avons déjà émis un avis à ce sujet le 26 septembre 2011.

Par ailleurs, les Régions considèrent que les redevances liées à l'accès aux infrastructures ferroviaires et à la fourniture des prestations régulées ne doivent être basées que sur :

- ✓ L'ensemble des charges courantes d'entretien et d'exploitation,
- ✓ Le financement de la dotation aux amortissements des investissements y compris les investissements de renouvellement et de mise aux normes,
- ✓ Le coût des capitaux correspondant aux charges d'emprunt et frais financiers y afférents.

Les Régions ayant 75% des redevances liées à l'activité régulée de Gares et Connexions et étant par ailleurs les principaux investisseurs publics dans les gares de voyageurs (50% en Basse-Normandie), il n'est pas légitime de la part de SNCF Gares et Connexions, qui est également une entité publique, de leur répercuter un coût d'immobilisation des capitaux investis sur fonds propres.

L'Association des Régions de France produira un avis détaillé sur les options retenues par les gestionnaires d'infrastructure pour le calcul de leur taux de rémunération des capitaux. Alors que RFF et SNCF Gares et Connexions appliquent la méthode de calcul du taux de rémunération des capitaux utilisés pour les entreprises privées cotées (méthode MEDAF), les Régions contestent l'utilisation de cette méthode étant donné que ces deux entités sont des établissements publics et qu'aucun projet de privatisation de ceux-ci n'est d'actualité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT BEAUVAIS